



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

BURUNDI

**Clientélisme dans le recrutement des fonctionnaires de l'Etat,
base de l'inefficacité de l'activité publique**

**Rapport sur la gouvernance et les droits
économiques et sociaux au Burundi**

mars 2023

TABLES DES MATIERES

TABLES DES MATIERES	i
0.INTRODUCTION	1
I.UNE INCAPACITE NOTOIRE DANS L’EXECUTION DES PROJETS SUITE A LA POLITISATION DANS LES RECRUTEMENTS.....	2
II. LE MAUVAIS ETAT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES EST UNE TRISTE REALITE.....	3
III. DES DIGNITAIRES S’ACTIVENT POUR SPOLIER DES TERRES APPARTENANT AUX PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES	4
IV.LES MENAGES SUCCOMBENT AU POIDS DES CONTRIBUTIONS FORCEES	6
V. SANTE PUBLIQUE : UNE MALADIE INCONNUE A FAIT DES VICTIMES EN PROVINCE MUYINGA ET KIRUNDO	8
VI. EDUCATION NATIONALE : DES ABANDONS SCOLAIRES ET FRAUDES D’EXAMENS AUX DETOURNEMENTS DES PRIMES DES ENSEIGNANTS VACATAIRES	9
VI.1. La passation des examens scolaires caractérisée par des fraudes d’examens.....	9
VI.2. Des détournements de fonds destinés aux enseignants vacataires	9
VI.3. Des abandons scolaires alarmants.....	10
VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	11

0.INTRODUCTION

Dans le domaine économique et social comme dans d'autres domaines de la vie nationale, le Burundi s'éloigne de plus en plus de la stabilité. Des discours politiques prometteurs sont contredits par des actes de corruption et de gestion calamiteuse de l'Etat. Les autorités disent vouloir conduire le pays dans le développement économique, mais ne parviennent même pas à gérer convenablement les contributions des partenaires financiers qui font tout pour soutenir l'économie du pays. Les projets d'intérêt public comme la réhabilitation de l'infrastructure routière sont confrontés à une gestion frauduleuse des fonds et ne parviennent pas à satisfaire l'objectif et les résultats escomptés.

Au moment où la population burundaise vit à plus de 90% de petites exploitations agricoles, les dignitaires s'activent plutôt à spolier ces terres pour les exploiter à leurs propres comptes. Suite à l'accaparement des terres par les hauts dignitaires dans plusieurs parties du pays, certaines victimes se retrouvent contraintes de partir en exil dans les pays voisins car elles sont dans l'incapacité de survivre sans terres arables.

Pendant ce temps, le parti au pouvoir ne cesse d'exiger des contributions financières, un système choisi pour satisfaire les appétits de certains dignitaires du régime.

Entretemps, le pouvoir s'occupe peu des défis de santé publique et de l'éducation nationale. La maladie, la gestion de l'école, la fraude scolaire et les abandons scolaires continuent à nourrir l'actualité nationale et à aggraver la souffrance des communautés.

I. UNE INCAPACITE NOTOIRE DANS L'EXECUTION DES PROJETS SUITE A LA POLITISATION DANS LES RECRUTEMENTS

Des partenaires financiers du Burundi dont le groupe de la Banque mondiale se lamentent. L'Etat du Burundi n'est pas à mesure de gérer les fonds qui lui sont alloués pour ses projets de développement dans les secteurs notamment de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, des infrastructures, de l'énergie et du transport.

Lors de l'évaluation du Cadre de Partenariat-Pays (CPP) de la période 2019-2023 entre le Burundi et la Banque Mondiale, évaluation faite ce 2 mars 2023, Hawa Cissé Wagué, représentante Résidente de l'institution a indiqué que la plupart des objectifs prévus n'ont pas été réalisés durant une période de trois ans et demie de mise en œuvre. Sur un montant de 1,3 milliards USD de dons, 804 millions n'ont pas été décaissés alors que les prévisions de décaissement étaient de 188 millions pour l'exercice de juillet à juin 2023. Ainsi, à moins de 3 mois de la fin de l'exercice, seul 59,6 millions USD ont été décaissés soit 31,2% des projections. D'après cette représentante de la Banque Mondiale, ces retards affectent la réalisation des objectifs et des résultats escomptés, et limitent l'impact sur la vie de la population.

L'amélioration de l'accès aux services de qualité de santé reproductive, maternelle, infantile et nutritionnelle ; le renforcement, la redevabilité du secteur public, l'efficience dans la fourniture des services publics et l'autonomisation des femmes, le renforcement des filets de sécurité sociale et l'inclusion économique pour les vulnérables, la mise en place des systèmes durables de production alimentaires et l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité et l'emploi des jeunes, l'augmentation de l'accès à l'énergie pour les familles pauvres, tels sont certains des projets qui étaient mis en avant par ce partenariat.

Plusieurs facteurs sont à la base de cette incurie des dirigeants. Il s'agit notamment de la mauvaise gestion de l'Etat, de l'incompétence des gestionnaires, des recrutements partisans, des détournements de fonds, de la politisation dans la gestion de la chose publique.

L'incompétence dans la gestion des projets de l'Etat date de longtemps, depuis que le régime du CNDD-FDD est au pouvoir. La Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Union Européenne s'en étaient plaintes déjà. En 2012, la BAD s'était inquiétée de la lourdeur d'exécution des projets de développement déplorant une absence de culture de redevabilité et de résultats de la part des gestionnaires.

D'autres partenaires financiers internationaux tel le Fonds Monétaire International disent être prêts à soutenir la reprise du secteur économique pour essayer de rehausser le niveau de vie de la population burundaise, mais il reste à savoir si le pouvoir burundais gangréné par la corruption et les malversations économiques pourra être à mesure d'y répondre favorablement.

Le fléau de la politisation des secteurs techniques par le parti au pouvoir constitue la cause majeure de cette incapacité ahurissante. Les fonctionnaires de l'administration publique sont recrutés, non sur base des critères de compétences professionnelles, mais plutôt sur base de leur appartenance politique et de leurs affinités familiales avec les gestionnaires de l'Etat.

II. LE MAUVAIS ETAT DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES EST UNE TRISTE REALITE

Dans un contexte où des fonds publics alloués au développement par des partenaires internationaux tombent en annulation à cause de la mauvaise gestion, le pays connaît un défi grave de l'infrastructure routière partout dans le pays.

A titre d'exemple : la route qui mène au chef -lieu de la commune Mukike, province Bujumbura est impraticable ces derniers jours. Cette route a été mal réhabilitée en 2018, et cela cause beaucoup de problèmes pour les usagers provenant de plusieurs endroits dont la capitale économique.

La route joint la RN7 du côté de la localité dite Ruhororo séparant la commune Mukike et Mugongo-Manga. Avec la période de la saison des pluies, les bus de transport Musaga (Mairie de Bujumbura) -Mukike faisant des navettes les mercredi, vendredi, samedi et dimanche de chaque semaine sont obligés d'arrêter leurs activités au niveau de la route nationale goudronnée.



Photo des camions marques FUSO bloqués. ©Photo Privé

Il y a également les camions de type Fuso qui empruntent cette route pour aller charger les sacs de pommes de terre qui n'ont pas été à mesure de rejoindre la destination ce 23 mars 2023, suite à l'impraticabilité de la route. Ils sont restés bloqués dans la boue jusqu'au samedi matin le 25 mars 2023.

Plusieurs dignitaires du régime CNDD-FDD disposent de grandes propriétés foncières de pommes de terre dans cette localité, à savoir le Secrétaire Général du parti, Révérien Ndikuriyo, le député Zénon Ndaruvukanye, le nommé Emmanuel Nkeshimana, Secrétaire Provincial du parti en province Bujumbura et d'autres. Leurs camions n'ont pas réussi à quitter la route de Mukike suite aux pluies torrentielles et de la mauvaise qualité de cette route.

III. DES DIGNITAIRES S'ACTIVENT POUR SPOLIER DES TERRES APPARTENANT AUX PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES

Depuis un certain temps, des dignitaires burundais s'approprient et exploitent à leurs propres comptes de vastes propriétés foncières qui étaient généralement exploitées par des associations communautaires. Pour y arriver, ils accusent ces dernières d'occuper illégalement des propriétés de l'Etat et les chassent sans aucune forme d'indemnisation. Ceci se passe presque partout dans le pays où ces dignitaires du régime disposent de vastes étendues de terres.



Le Président Evariste Ndayishimiye en train de récolter les pommes de terres. ©Photo Privé

En province Gitega, la famille du Président Evariste Ndayishimiye s'est attribuée une vaste propriété foncière dans la commune Bugendana et procède actuellement à l'implantation d'une usine de transformation de la culture de patate douce et d'autres produits alimentaires. L'unité de transformation est dénommée « Kijumbu Product More ».

Cette propriété regroupait plusieurs associations d'agriculteurs locaux qui y avaient planté plusieurs produits alimentaires et y récoltaient des produits de plusieurs natures dont les avocats, les ananas, les bananes, la patate douce, les orangers, les tomates, etc. Au moins 300 ménages qui vivaient de ces terres ont été contraints de déguerpir.

En province Cibitoke, au moins 350 ménages ont fui les communes de Rugombo et Buganda après la spoliation de leurs terres qui sont actuellement occupées par des dignitaires du régime actuel. Ils ont été contraints de prendre le chemin de l'exil vers la République Démocratique du Congo (RDC) parce que dans l'incapacité de continuer à vivre.

Une victime regrette d'avoir perdu ses 6 hectares de terres qu'elle exploitait pourtant il y avait plus de 50ans. Elle explique avoir été sommée de vider les lieux sur ordre des responsables de la COGERCO qui arguaient qu'il s'agit d'un domaine de l'Etat. Cet octogénaire joint par téléphone de l'autre côté de la rivière Rusizi indique que l'Administrateur communale de Rugombo y possède pour le moment des champs de cultures variées. Même son de cloche pour un père de famille de Buganda qui a franchi la frontière avec toute sa famille, il y a un mois. Selon ses propos, sur ordre des autorités locales, il a été contraint de quitter sa propriété foncière héritée de son arrière grand-père.

Dans cette même province, il y a des immenses étendues de terres appartenant à la société ex-RUGOFARM qui ont été spoliées par l'intermédiaire de la Commission Nationale Terres et Autres Biens en faveur des mêmes dignitaires du régime actuel. Au départ, tout portait à croire que les simples paysans allaient avoir droit de continuer à exploiter ces terres, mais seuls les hauts cadres proches du parti au pouvoir et des coopératives des membres de ce parti y possèdent de grandes étendues de terres actuellement.

En province Muramvya, la famille Barimwabo Gaspard, originaire de la colline Gakenke ne sait pas à quel saint se vouer. L'Administrateur communal l'a spolié une partie de sa propriété foncière qu'il a collée à l'ECOFO Gishubi depuis le mois de mars 2022. Alors qu'il avait promis au départ d'indemniser la victime, celle-ci a attendu vainement. Le pauvre citoyen passe des jours à réclamer son droit. Il a porté son affaire devant le conseil communal, mais celui-ci traine

à réagir. Il hésite de porter l'affaire aux instances judiciaires car il craint qu'il ne pourrait avoir gain de cause. Signalons que les arbres d'eucalyptus qui étaient dans la propriété ont été coupés et utilisés par la commune, sans contre-partie.

IV.LES MENAGES SUCCOMBENT AU POIDS DES CONTRIBUTIONS FORCEES

Le pouvoir du CNDD-FDD a fait des contributions financières forcées un mode de gouvernance tout en ignorant les conséquences néfastes que ce phénomène engendre sur l'économie des ménages et du pays en général. Chaque semaine, chaque mois, la population est forcée à donner des contributions financières, soit pour construire des permanences du parti, des stades publics, des infrastructures administratives, mais aussi pour accueillir des responsables du parti qui ne cessent d'organiser des visites de propagandes électoralistes. Ces exigences de contributions forcées et ces rançonnements financiers sont en partie à l'origine des détournements des fonds publics et de la hausse des prix des produits de base, car les victimes cherchent à tout prix à récupérer ces fonds. Le gestionnaire public cherchera à les récupérer tandis que le commerçant fera tout pour monter les prix de vente de ses produits.

En Mairie de Bujumbura, des agents de l'administration locale et des responsables du parti au pouvoir du quartier Ruziba en Mairie de Bujumbura ont sillonné les maisons en exigeant des contributions financières soi-disant pour acheter des sacs de ciment pour construire le stade international Intwari. Chaque ménage devait payer un montant d'au moins 2000FBu sans que les collecteurs ne donnent rien en retour pour justifier leur réception de la somme. La population comprenait mal comment donner de l'argent pour construire un stade public qui a le soutien de la Fédération Internationale de Football FIFA et qui exige des milliards de dollars pour sa finition.

En province et commune Makamba, l'on a dénoncé la comptable communale qui a signé une quittance communale pour exiger un montant de 50 000FBu à un citoyen, accusant ce dernier d'acheter sur place du haricot pour aller le vendre dans une autre commune de la province. Pourtant, la libre circulation des biens et des personnes est un des principes des droits de l'homme sans le respect duquel l'économie nationale ne peut en aucune façon marcher.

Au cours de cette période de mars 2023, dans presque toutes les provinces du pays, le régime a profité de la célébration de la journée internationale de la Femme du 08 mars pour exiger des contributions financières à la population.

La célébration nationale de la fête a été faite le 8 mars en province Cibitoke, au stade Urunani, en commune Buganda. Il y avait la présence de plusieurs femmes venues des différentes provinces du pays qui avaient été contraintes de se prendre en charge. Des hauts dignitaires du pays à commencer par le Vice-Président de la République avaient fait le déplacement.

Des participants à cet événement ont exprimé leurs sentiments de désolation face au contexte d'organisation de la fête. *« C'est à peine que nous parvenons à avoir de quoi à mettre sous la dent ne fus ce qu'une fois par jour, mais on nous exige de venir ici nous prendre en charge »*, a martelé une femme venue de la commune voisine de Murwi.

« Les invités venus des 4 coins du pays sont contraints d'acheter les pagnes de même couleur et de faire le déplacement là où la fête est organisée au niveau national sur leurs propres frais, alors qu'ils n'ont pas d'argent pour payer le loyer et la nourriture pour leurs familles », regrette une femme venue de la province de Gitega.

« D'énormes sommes d'argent sont englouties dans les dépenses liées au rafraîchissement des participants au lieu d'aller sauver les vies humaines en détresse en passe de mourir de faim », constate une autre femme contactée.

D'après une femme activistes des droits de la femme établie dans cette province, la journée du 8 mars a perdu toute son originalité. *« Il devrait y avoir des actions pour soutenir les femmes engagées dans différents projets de développement communautaires pour les aider à faire face à l'extrême pauvreté en lieu et place des longs discours prononcés chaque année et qui n'améliorent en aucune façon les conditions de vie, surtout des femmes rurales, et partant de toute la société burundaise »*, a-t-elle renchéri.

En province Bubanza, la cérémonie provinciale a été organisée en date du 18 mars 2023 en commune Rugazi. A l'issue d'une réunion organisée à la permanence du parti au pouvoir, il a été décidé des contributions financières dans tous les secteurs de la vie de la province y compris dans le milieu rural. Toutes les femmes fonctionnaires par exemple ont été contraintes de cotiser un montant de 10000FBu pour le déplacement et 10 000FBu pour rafraichissement. Les femmes rurales de leur côté avaient l'obligation de payer 5 000FBu.

V. SANTE PUBLIQUE : UNE MALADIE INCONNUE A FAIT DES VICTIMES EN PROVINCE MUYINGA ET KIRUNDO

En province Kirundo, au moins 3 morts ont été observés sur la colline Migwa, zone Baziro en commune Gitobe entre le 20 et le 23 mars 2023. Ces décès ont fait suite à une maladie inconnue dont les symptômes ressemblent à ceux du virus Ebola. Des douleurs abdominales, des écoulements de sang dans le nez, des maux de tête aigües, une température élevée, des vomissements et vertiges caractérisent la maladie.

« La maladie tue rapidement. Dans moins de 24heures, une personne meurt. Nous attendons tous la mort », s'est inquiété un infirmier du Centre de Santé Mirwa, au district sanitaire de Gashoho où des patients étaient pris en charge. Dans ce centre de santé, deux femmes y ont trouvé la mort. Au moment où la population de Baziro voulait y amener la troisième, la population de Mirwa s'y était opposé par peur des contaminations.

Dans l'avant midi du vendredi 31 mars 2023, le Gouverneur de Kirundo, Albert Hatungimana accompagné du médecin provincial, ont effectué une descente en commune Gitobe. *« Nous attendons les résultats des prélèvements »*, a précisé un communicateur du cabinet du Gouverneur.

La population est restée dans l'embarras ne sachant quoi faire, en plus qu'il n'y a pas eu de mesures de prévention contre la maladie. A l'hôpital de Kirundo, le premier cas est apparu également le soir du 31 mars 2023. En commune Ntega, des personnes ayant les mêmes symptômes sont apparues le même soir.

Rappelons que le premier cas a été remarqué en commune Giteranyi, province Muyinga où un élève de l'ECOFO Kobero est mort suite à cette maladie.

VI. EDUCATION NATIONALE : DES ABANDONS SCOLAIRES ET FRAUDES D'EXAMENS AUX DETOURNEMENTS DES PRIMES DES ENSEIGNANTS VACATAIRES

VI.1. La passation des examens scolaires caractérisée par des fraudes d'examens

Les examens de ce deuxième trimestre ont été émaillés de plusieurs irrégularités dans différentes directions communales de la province Makamba. Les enseignants dénoncent les fraudes des examens scolaires impunies qui ont caractérisées cette période.

Des élèves sont rattrapés en flagrant délit de possession des réponses des examens, mais des directeurs d'écoles ou maîtres responsables ferment les yeux. Dans la Direction Communale de l'Enseignement de Nyanza-Lac, des élèves qui ont bénéficié de ces fraudes ont fait payer 1000FBu à leurs camarades pour qu'ils leur partagent les réponses à donner aux questions d'examens.

Les enseignants dénoncent un système de passation d'examens qui se passe dans un désordre et de l'anarchie.

VI.2. Des détournements de fonds destinés aux enseignants vacataires

Les enseignants vacataires des communes Mutimbuzi et Mubimbi, province Bujumbura travaillent dans des conditions très difficiles ces derniers jours, suite aux détournements de fonds de leurs primes d'encouragement par les Directeurs Communaux de l'Enseignement. Ils réclament des arriérés respectivement de plus de trois mois et plus de deux mois. Pourtant, au début de chaque trimestre, les parents des élèves paient ces primes dans différentes directions des écoles. Au départ, le paiement des primes aux enseignants volontaires s'effectuait régulièrement par les directeurs des écoles, le 12 de chaque mois. Par après, les Directions Communales de l'Enseignement ont pris la décision de retirer cette activité aux directeurs des écoles. C'est ainsi que les Directeurs Communaux de l'Enseignement s'occupent eux-mêmes de ce paiement. A partir de ce moment, les paiements ont commencé à être irréguliers.

En commune Mutimbuzi, le Directeur communal Georges Nzeyimana paie à ces vacataires comme s'il leur donnait des cadeaux. En date du 14 mars 2023, au moment où ces enseignants attendaient le paiement de trois mois d'arriérés, ils ont eu droit au seul mois de décembre 2022.

Précisons que les primes sont estimés à 80000FBu par mois pour les enseignants de la 1^{ère} année à la 6^{ème} année, à 100000FBu pour ceux de 7^{ème} à la 9^{ème} année et enfin de 130000FBu pour ceux du cycle post-fondamental.

VI.3. Des abandons scolaires alarmants

L'état des lieux des abandons scolaires est inquiétant, malgré les discours de la première dame qui laisse entendre que son service est déterminé à faire face à ce phénomène, en instaurant partout dans les écoles des cantines scolaires. Pour la seule période du premier trimestre 2022-2023, au moins 71942 cas ont été enregistrés au niveau de toutes les écoles du pays. La province Kirundo vient en tête avec au moins 7989 cas, alors que cette province est comptée parmi les provinces pilotes où la Première Dame dit avoir instauré des cantines scolaires.

Il est vrai que la pauvreté des ménages constitue la cause majeure de ce phénomène. En plus de cela, il s'observe d'autres causes dont notamment le désintéressement et la démotivation dus au fait que les enfants ne voient pas l'importance de l'école, aussi longtemps que leurs aînés qui ont terminé les études sont des chômeurs et continuent à partager l'assiette vide sous le toit familial. En outre, le climat scolaire politisé et malsain, ne permet pas l'épanouissement individuel de l'enfant.

VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La gouvernance économique et sociale du Burundi connaît des défis les plus dramatiques de son histoire. L'incapacité, la médiocrité et la loi de la jungle dans la gestion des affaires publiques se répercutent sur le vécu quotidien de la population burundaise. Confrontés à des fonctionnaires de l'administration publique recrutés sans savoir-faire, les partenaires financiers qui cherchent à soutenir le pays sont sans collaborateurs fiables et capables. Les fonds qu'ils destinent aux projets de développement tombent en annulation, malgré la situation économique et sociale alarmante dans laquelle croupissent les populations bénéficiaires.

Dans l'incapacité d'utiliser à bon escient les abondants financements des partenaires, ces fonctionnaires de l'Etat et membres du parti au pouvoir s'acharnent plutôt contre le peuple pour lui exiger des contributions financières tous azimuts. Ils s'accaparent des terres de petits exploitants agricoles soi-disant pour développer l'agriculture. Dans les secteurs de la santé publique et de l'éducation nationale, certains enseignants vont jusqu'à monnayer les grilles de correction à leurs étudiants.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au Gouvernement du Burundi :

- De cesser sans délais la politisation des secteurs techniques clés de l'économie nationale et de recruter des fonctionnaires de l'administration publique sur des critères objectifs et purement professionnels ;
- De restituer les terres des petits exploitants agricoles dont certains ont été contraints de partir en exil faute de moyennes de survivre ;
- De mettre un terme aux rançonnements et aux exigences de contributions financières qui constituent des bases et/ou des alibis pour certains fonctionnaires de l'Etat qui détournent les fonds publics ;
- De faire face à la problématique des abandons scolaires notamment en luttant farouchement contre la pauvreté qui gangrène les familles et en assainissant le climat scolaire ;
- De remettre de l'ordre dans le milieu scolaire en sanctionnant sévèrement des enseignants impliqués dans les fraudes d'examens.